

# l'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 51 75961 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## QUAND MARCHAIS VEUT AIDER BARRE

### Au nom de la lutte antiterroriste

Suite aux nombreux attentats qui ont eu lieu, le week-end dernier, deux événements d'importance viennent de se produire dans notre pays.

D'une part, Bonnet, ministre de l'Intérieur, vient de décider de renforcer les effectifs de police dans la capitale, de jour comme de nuit. Les contrôles de police, déjà fort nombreux, vont se multiplier.

Cette décision vient confirmer le fait que la bourgeoisie est prête à tout pour faire régner sa loi, sa dictature. Au nom de la lutte antiterroriste, elle renforce son appareil d'État répressif pour briser le mouvement de masse. Ces flics sont dirigés avant tout contre les travailleurs; accroître leur nombre est une politique délibérée pour habituer les masses à l'arbitraire le plus total, à la terreur.

D'autre part, c'est le groupe des députés du PCF qui avait demandé à Barre de le recevoir pour parler des problèmes des attentats.

Les députés du PCF s'inquiètent et demandent que le gouvernement fasse preuve de fermeté. Toutefois, Barre n'a pas reçu la délégation, mettant en avant que l'affaire des tireurs nocturnes contre Marchais était réglé et qu'il n'était donc plus question d'en parler.

Ainsi, Marchais est prêt à collaborer avec la bourgeoisie actuellement au pouvoir, avec les Giscard et Cie,

pour faire triompher la répression. Dans la région lyonnaise, les dirigeants révisionnistes n'ont-ils pas écrit dans «Le point du jour», leur quotidien régional, qu'ils ne trouvaient pas utopiques les 4 000 policiers supplémentaires demandés par le préfet, premier représentant de l'État bourgeois dans le département!

Marchais et sa clique suivent bien en cela leurs

collègues italiens et espagnols. Mais pour la bourgeoisie, le moment n'est pas encore venu de faire appel aux dirigeants du PCF pour gouverner, elle n'a pas encore besoin d'eux.

Pour l'instant, ils sont bien à leur place, à la tête de la CGT pour briser les luttes des masses. Elle n'a pas encore besoin d'eux pour réprimer ouvertement les masses.



Les flics CGT manifestent pour plus de moyens pour réprimer les masses. Marchais fait de même quand il demande à voir Barre pour «s'inquiéter» du développement des attentats.

51-44-5

51 % des voix pour la gauche, 44 % pour la majorité, 5 % pour les écologistes au premier tour des élections législatives, tel est le score que «révèle» un sondage «Figaro-Sofres, le premier sans doute d'une longue série, puisque les sondages sont des armes électorales.

Pour notre part, nous retiendrons plutôt deux autres sondages, l'un du «Nouvel observateur», l'autre du «Journal du dimanche».

Parus tous deux au week-end dernier, le premier émane d'un journal de gauche, l'autre d'un journal de droite. Tous deux «révèlent» que les électeurs sont fatigués des querelles électorales incessantes, des discussions et des polémiques, toujours répétées à droite et à gauche et que la cote de tous les grands leaders bais-

(Suite page 5)

## Italie

### QUI VA GOUVERNER ?

C'est officiel, Andreotti a démissionné. Que va-t-il se passer ?

Les démocrates chrétiens ne peuvent appeler ouvertement les communistes à gouverner, mais ils ne peuvent se passer d'eux et ils devront aller plus loin dans le compromis avec la direction du PCI.

Ce dernier, d'ailleurs, ne perd pas son temps. Berlinguer (secrétaire général du PCI) et les dirigeants révisionnistes appellent les masses italiennes à se «mobiliser activement» pour «un gouvernement d'urgence» auquel ils participeraient.

UN FAIT PARTICULIÈREMENT SIGNIFICATIF

Les directions syndicales se sont réunies, samedi, et ont pris une série de mesures. Quelles sont-elles ? Les directions syndicales annulent la grève générale prévue pour ce mois-ci. Elles acceptent la limitation des hausses salariales, pendant trois ans. Elles appellent à la lutte contre l'absentéisme, admettent la mobilité de l'emploi, c'est-à-dire l'exode rural, l'émigration, la déportation ! En contrepartie, elles demandent au futur gouvernement de garantir l'emploi, et de développer l'économie du Sud

de l'Italie, ce qui est en complète contradiction avec la mobilité de l'emploi.

De fait, les directions syndicales appellent elles-mêmes la bourgeoisie pour qu'elle les fasse participer plus à la gestion du capitalisme.

Mais les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille. Le 2 décembre dernier, 200 000 métallos ont défilé dans les rues avec des slogans très durs et dénonçant l'austérité. Les décisions des directions syndicales et les appels répétés de la direction du PCI à la répression ne feront que faire grandir leur mécontentement.

## SOMMAIRE

PAGE 3 : APRES L'AVALANCHE DE VAL D'ISERE : LA MALCHANCE N'EST PAS SEULE EN CAUSE.  
PAGE 5 : CONFÉRENCE DE PRESSE DU PCRLM LUNDI 16 JANVIER.  
PAGE 6 : LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978 : RENNES  
PAGE 7 : «CLASSE CONTRE CLASSE»  
PAGE 8 : DE LA SFIO DE LÉON BLUM AU PS DE MITTERRAND.

A L'OCCASION DU 10e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE DE FRANCE

## MEETING

Organisé par l'Humanité rouge  
LE 27 JANVIER A 20h30  
A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978. Présentation des candidats marxistes léninistes de la région parisienne

## EDITORIAL

### Après le voyage de Giscard en Côte d'Ivoire

Le voyage de Giscard d'Estaing, en Côte-d'Ivoire a pris fin dimanche. Ce n'est pas souvent qu'un chef d'État français fait une visite de cinq jours dans un pays étranger. Pourquoi un tel voyage ? Giscard a déclaré à «Fraternité Matin», journal ivoirien, que sa visite était «l'expression des relations d'amitié et de coopération particulièrement étroites, exceptionnelles même qui unissent» les deux pays.

Les investissements de l'impérialisme français en Côte-d'Ivoire ont été de 90 milliards de francs CFA, entre 1960 et 1976. La Côte d'Ivoire est le pays africain qui bénéficie de l'aide la plus substantielle de la part de l'impérialisme français. Que signifie cette aide ?

La Côte-d'Ivoire est le 3e producteur de café du monde, avec 300 000 tonnes, le 3e producteur du monde de cacao avec 240 000 tonnes, et en passe de devenir le premier du monde en 1980.

C'est aussi le premier producteur de bois d'Afrique, le premier exportateur de bananes, d'huile de palme d'Afrique.

Houphouët-Boigny est un de ces dirigeants africains qui entretiennent les meilleures relations du monde avec les racistes d'Afrique du Sud et les dirigeants sionistes de l'État d'Israël.

Donc, tant du point de vue politique qu'économique, la Côte-d'Ivoire est un pays qui compte dans la stratégie de l'impérialisme français. L'aide de celui-ci n'est qu'un pillage déguisé.

Bien que très sérieusement étrillé, l'impérialisme français dispose d'une solide implantation en Afrique occidentale.

C'est au nom de cette implantation, et pour la conserver, qu'il appuie des régimes comme celui d'Houphouët-Boigny. C'est pour conserver ses terrains de chasse qu'il parle de créer un «pacte de solidarité euro-africain» dans lequel il jouerait le rôle principal. Ce pacte pourrait prendre des aspects militaires et ceci pour plusieurs raisons. L'impérialisme français n'est pas le seul impérialisme dans le monde. L'URSS et les USA sont deux superpuissances autrement plus dangereuses qui convoitent àprement ce qui échappe petit à petit à la tutelle des impérialismes secondaires. Un pacte militaire servirait pour s'opposer à toute forme de subversion de la part des deux superpuissances.

Une autre raison et non des moindres, ce pacte militaire est aussi tourné contre les peuples des pays qui signeraient l'accord, car ce sont les peuples qui s'opposent le plus au pillage des richesses économiques et qui défendent le mieux l'indépendance politique.

Jamais l'impérialisme, même secondaire, n'acceptera sa ruine, donc que le peuple prenne le pouvoir.

Mais il ne pourra éternellement s'opposer à ce que l'Afrique appartienne réellement aux peuples africains. La politique néo-colonialiste est vouée à l'échec.

VIENT DE PARAITRE  
" LE CINEMA CHINOIS "

I/ 1905-1949

de Régis Bergeron-Alfred Eibel Editeur

Hors de Chine, pour le grand public et même pour les historiens du cinéma, le cinéma chinois reste à peu près inconnu. Ce livre constitue donc une véritable révélation. Ce premier volume tente de dégager les tendances principales du cinéma chinois avant l'époque socialiste. Il nous permet d'accueillir avec une meilleure compréhension les films chinois d'aujourd'hui.

A l'occasion du dixième  
anniversaire du Parti  
communiste marxiste-  
léniniste de France

MESSAGE DE LA LIGUE  
COMMUNISTE (MARXISTE  
LENINISTE) DU CANADA

28 décembre 1977

Chers camarades,

La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada tient à transmettre au Parti communiste marxiste-léniniste de France ses félicitations chaleureuses et à lui exprimer sa solidarité révolutionnaire à l'occasion du dixième anniversaire de sa fondation, les 30 et 31 décembre prochains.

La reconstitution du détachement d'avant-garde de la classe ouvrière française, son parti marxiste-léniniste, a prouvé et prouve de plus en plus depuis lors, que ni les attaques féroces de la bourgeoisie, ni la trahison des révisionnistes ne peut jamais arrêter la marche, en avant du prolétariat vers sa libération, sa lutte pour la révolution socialiste.

Tout au long de ces dix années, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a mené une lutte déterminée et vigoureuse, dans des conditions difficiles, contre la bourgeoisie et contre le révisionnisme moderne. Nous sommes assurés que dans l'avenir, son combat sera jalonné de plus en plus de nombreuses victoires.

Nous vous demandons, chers camarades, de bien vouloir transmettre au Parti communiste marxiste-léniniste de France nos salutations communistes fraternelles.

Comité central de la  
Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

● Grande-Bretagne

CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES  
LES GREVES SE MULTIPLIENT

1977 aura été une année de grandes luttes pour le prolétariat britannique. Les dix premiers mois de l'année ont enregistré 2 309 grèves touchant des branches très importantes : automobile, mécanique, aviation, secteur public, enseignement, services administratifs.

Durant de longues semaines, la grève des dockers a bloqué 23 ports pour protester contre leur fermeture. A Sheffield, 3 000 mécaniciens de 14 usines différentes ont fait grève contre les licenciements.

cessé de mener des grèves de janvier à octobre dernier, certaines atteignant onze semaines. La grève des contrôleurs aériens, en août dernier, a duré, de son côté dix semaines.

Les ouvriers n'ont cédé ni à la pression ni à la menace exercées par les capitalistes monopolistes, et ont persévéré dans l'unité et se sont accordés soutien dans la lutte. Des milliers de mineurs de charbon, d'ouvriers de la mécanique et d'autres secteurs en Écosse, au pays de Galles et au Yorkshire, ainsi que dans d'autres régions, ont manifesté plusieurs fois à Lon-

dres où ils ont établi des piquets de grève en signe de solidarité avec les ouvriers de l'usine de développement photographique de Grunwick qui ont persévéré, pendant plus d'un an, dans une lutte pour leurs droits.

Les représentants des ouvriers de la compagnie de l'automobile «Ford» sont allés dans plusieurs usines

La plus grande grève depuis 1971 a été organisée par 50 000 ouvriers du secteur public. Au cours du second trimestre, les grèves ont été encore plus fréquentes. 3 000 ouvriers de la Compagnie d'oxygène britannique ont fait grève pendant une semaine entraînant des chutes de production importantes dans plus de 30 000 entreprises. La grève générale de 4 000 ouvriers a paralysé 65 centrales électriques sur les 137 que compte la Grande-Bretagne, réduisant de 20 % la fourniture d'électricité sur l'ensemble du pays.

Alors que les employés de tout le secteur public poursuivaient leur mouvement, plus de 30 000 pompiers ont déclenché leur première grève nationale depuis 1978. Celle-ci ne s'est achevée qu'au début de l'année 1978.

Les ouvriers de plusieurs usines «Leyland», la plus grande firme d'automobiles en Grande-Bretagne, à Birmingham et Coventry, n'ont



Les travailleurs anglais, trompant les espoirs du gouvernement, se sont rangés massivement aux côtés des pompiers en grève.

● Bolivie

Les grévistes de la faim protestant contre la répression en Bolivie sont maintenant au nombre de mille cent vingt, répartis dans huit villes du pays.

Le mouvement, qui a démarré, il y a dix-sept jours, pour exiger de la dictature l'amnistie totale pour les prisonniers politiques, la réintégration des mineurs licenciés pour raison politique et le retrait de l'armée des centres miniers, s'est répandu comme une trainée de poudre, malgré la répression qui continue de s'abattre.

Plusieurs grévistes de la faim de la ville d'Oruro ont été arrêtés par la police alors qu'ils quittaient les locaux du journal «Expreso», samedi. A Santa Cruz de Sierra (mille kilomètres à l'est de La Paz), quinze autres grévistes ont été arrêtés par une soixantaine d'agents de la police politique, à l'intérieur

même de l'église où ils étaient rassemblés. Huit femmes figurent parmi les arrêtés dont le lieu de détention est resté secret. Vingt-et-un grévistes de la faim ont déjà été hospitalisés en raison de leur mauvais état de santé.

Cinquante-huit mille mineurs se sont mis en grève et dix mille ouvriers de La Paz ont publié un communiqué annonçant qu'ils «prendraient des mesures draconiennes si les autorités n'apportaient pas une solution rapide à la grève de la faim».

● Iran

Un fonctionnaire iranien, Ali Naghi Rabbanin, condamné à mort pour espionnage au profit d'une puissance étrangère, le 19 décembre dernier, a vu sa peine confirmée en appel, ce dimanche.

A cette occasion, la presse iranienne a révélé que la puissance en question était l'URSS qui s'était fait livrer, depuis

la fin de la guerre, par cet espion des documents secrets concernant la sécurité nationale et la sécurité intérieure en Iran.

● Zimbabwe

Le 10 janvier, l'Union populaire du Zimbabwe, organisation au sein du Front patriotique, a publié un communiqué de guerre dans le «Zambia Daily Mail», annonçant que, durant le dernier trimestre 1977, ses guérilleros ont tué 658 soldats du régime raciste de Smith, blessé 1 062 et détruit 75 véhicules militaires.

Au cours de la même période, ils ont attaqué des bases et camps ennemis et endommagé beaucoup d'installations militaires et économiques.

Douze patrouilleurs ennemis ont été coulés, trois avions abattus, trois ponts détruits de même que quatre locomotives et vingt wagons. Cent-trente-cinq fusils et des munitions ont été saisis.

● Afrique du Sud

L'Afrique du Sud comptait, en 1977, un demi-million de prisonniers de couleur, a affirmé M. Stefan Dlamini, président des syndicats sud-africains, dans une interview publiée jeudi par l'agence yougoslave «Tangjug». Il a aussi expliqué que le traitement infligé aux détenus constitue «un crime contre l'humanité». Les prisonniers y sont notamment soumis à la torture de la faim, la soif, à la torture psychique et aux électrochocs.

«Pas une seule fois durant les six années de détention que j'ai passées dans l'île de Robin Island, a-t-il raconté, je n'ai eu droit de l'eau douce. L'eau de mer y a emporté beaucoup de vies humaines».

Dans cet énorme camp de concentration qu'est devenue aujourd'hui l'Afrique du Sud, un million sixcent mille Noirs, Indiens et Métis sont en outre au chômage.

● Somalie

«La Somalie ne combat pas le communisme en Afrique, mais soutient les mouvements africains de libération nationale, indépendamment de leurs tendances idéologiques ou politiques» a affirmé M. Abdel Nour Mohamed Ahmed, ambassadeur de Somalie à Koweït, au cours d'une conférence de presse.

Le diplomate a précisé que «la situation, dans la corne de l'Afrique, a atteint un degré de gravité tel qu'il nécessite une solution urgente». Dans cette perspective, a-t-il indiqué, «nous avons sollicité une médiation des pays africains en vue de rapprocher les points de vue entre la Somalie et l'Éthiopie».

d'automobiles «Leyland» en signe de solidarité. De nombreux habitants ont aidé les familles des grévistes - collecte des fonds en leur faveur et ont lancé une campagne de signatures pour se solidariser avec les grévistes.

Les dirigeants syndicaux prêchant la collaboration de classe, ont été vigoureusement dénoncés par les grévistes.

1977 a marqué la troisième année consécutive de blocage des salaires. C'est, en effet, en août 1975, que les autorités britanniques ont instauré une politique de restriction dans l'augmentation des salaires en vue de faire face à l'inflation galopante. L'année dernière, elles ont limité les hausses à dix pour cent pour une durée d'un an à partir du mois d'août.

Cette mesure a soulevé un grand mécontentement parmi les ouvriers, qui continuent leur lutte contre le blocage des salaires en réclamant des augmentations.



## A propos du film hongrois: «Neuf mois»

Une lectrice de notre journal et quelques amis à elle nous ont écrit au sujet de ce film qui passe actuellement sur les écrans.

«Je vous donne mon avis personnel et celui d'au moins une dizaine de femmes (travailleuses) qui l'ont vu.

«Ce film traite ou plutôt montre les problèmes qui naissent dans la vie privée entre une jeune ouvrière et son concubin, un contre-maître. Tout cela nous touche de très près, car les problèmes et les contradictions qu'affronte cette jeune ouvrière sont aussi les nôtres, et pourtant elle vit depuis longtemps dans une société que certains font passer pour socialiste.

«Ce film est une violente critique de la place et de la condition féminine dans cette société révisionniste. Par exemple : elle doit s'opposer à la mentalité petite-bourgeoise de son mari. Lui veut l'épouser et elle ne veut pas. Le mariage est ici décrit comme un piège car il signifie, pour la femme, la dépendance à l'égard de l'homme (dépendance d'ailleurs encouragée par le pouvoir - NDLR). Lui essaye de l'empêcher de continuer à travailler et à faire ses études. Il est très possessif et jaloux. Lorsqu'il apprendra qu'elle a déjà un enfant «naturel», elle sera considérée par sa famille comme une prostituée. Son ami lui «pardonnera» comme on pardonne une faute. En fin de compte, elle sera obligée de rester seule».

Une lectrice et ses amies

Ce film a été mis en scène par Marta Meszaros. Celle-ci, dans un entretien avec une rédactrice d'un journal de femmes «Femmes en mouvement», a déclaré au sujet de la condi-

tion de la femme en Hongrie :

«La mentalité reste très fermée chez nous ; l'idéal est toujours la femme douce, passive, s'adaptant, soumise, etc. Mes films sont très mal accueillis par la critique hongroise... J'ai projeté mes films en Hongrie, et pendant le film, je voyais les femmes très contentes de dire oui de la tête».

Un autre nouveau journal pour femmes «F», réactionnaire celui-ci pour l'essentiel, vient de publier une interview de l'actrice Marina Vlady. Celle-ci est d'origine russe et vit plusieurs mois par an en URSS.

Elle est, en outre, à la direction de «France-URSS». Marina Vlady a déclaré à «F» : «Pour dire la vérité, je ne crois pas que la condition de la femme soit meilleure en URSS qu'en Occident. On aurait pu espérer que, dans un État socialiste, le rôle de la femme soit revalorisé. Je crois que ce n'est pas tout à fait réussi. En URSS, comme ailleurs, la femme doit faire face à un double travail : sa vie professionnelle et sa condition de ménagère».

Au passage, l'actrice indique qu'en URSS, il y a des difficultés d'approvisionnement et qu'il y a la queue devant certains magasins.

A travers de tels films et de tels témoignages qu'il faut connaître, apparaît la réalité de la condition féminine dans les pays révisionnistes, condition qui n'a rien à envier comme on le voit à celle qui existe dans les pays capitalistes occidentaux.

## Vive le 10e anniversaire du PCMLF

La boue a tapissé les lourds  
Sillons rouges des luttes passées  
Comme seul espoir, un rêve de poudre  
Comme foi, une fleur assassinée  
Mais des communistes se sont dressés

Le printemps a rougi le chemin  
Chez nos ennemis, c'est le désarroi  
Les luttes réchauffent nos fortes mains  
La joie souffle au bout des doigts  
Le parti est créé contre les bourgeois.

Sous la pluie battante des coups  
Éclate la colère d'acier  
Comme une lame acérée, debout  
Le peuple s'élance au mois de mai  
Le parti interdit s'est renforcé

Hors de la tenaille de l'ombre  
Notre force émerge des usines  
Émerge des champs et des blés sombres  
Là, comme une rôtie striante et fine  
L'unité ouvrière se forge, s'affine

Contre les trions de fer  
Les rafales de vent s'amplifient  
Dix ans de combat, raffermi  
Le parti de la classe ouvrière  
Qui ne les pas du peuple en colère

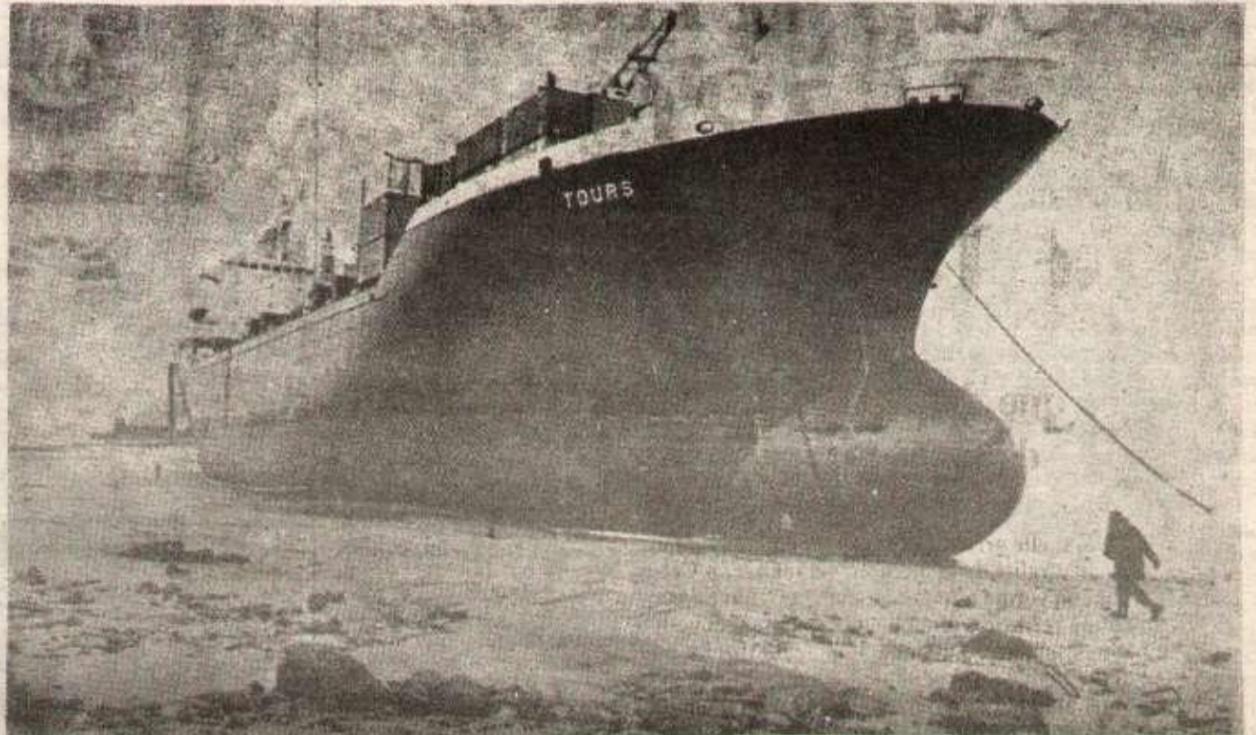
Denis DELFORGE

19 décembre 1977 - Lille

## Politique intérieure

# Avalanche à Val-d'Isère: deux morts

# LA MALCHANCE N'EST PAS SEULE EN CAUSE



La semaine dernière, des rafales de vent allant jusqu'à 185 km/h ont balayé les côtes de la Manche et de la mer du Nord. Au-delà du côté insolite de cette photo, montrant le cargo «Tours» (long de 170 mètres), à sec sur la plage de Dunkerque où il fut poussé par le vent et la force de la marée, il y a le naufrage d'un dragueur, au large de Dieppe, qui a coûté la vie à un marin ; il y a aussi le caboteur hollandais «Holmar», coulé au large du Yorkshire, mettant en péril la vie de l'équipage ; il y a le bateau grec «Sea Diamond», coulé au large de Lowestoft, là aussi mettant en péril la vie de l'équipage. Signalons enfin que la côte-est du Yorkshire (en Angleterre) a été déclarée zone sinistrée et que plusieurs milliers d'habitants ont souffert des inondations.

A Val-d'Isère, une avalanche a fait deux morts et cinq blessés graves ; samedi après-midi, une brusque coulée de neige de cinquante mètres de large et de trois mètres de haut dévalait les pentes dont la déclivité est très forte (20 à 30 %) à l'entrée de Val d'Isère. Avant d'aller mourir dans le lit de l'Isère, la coulée traversait le parking d'un immeuble et emportait plusieurs personnes.

Fatalité ou malchance, dira-t-on une fois de plus. Et pourtant, la malchance est loin d'être seule en cause. Le parking qui se trouvait sur le lieu de passage de l'avalanche était celui d'un immeuble neuf : l'Aigue-Blanche, construit à l'entrée de la ville sur le couloir d'une coulée répertoriée.

Déjà, il y a dix ans, une avalanche avait déferlé au même endroit, ne faisant pas de victime. Le danger était donc connu mais qu'importe ! Comme le 10 février 1970, où une avalanche faisait trente neuf morts dans un chalet de l'UCPA construit dans un couloir d'avalanche, de nouveau, des personnes sont mortes et d'autres ont été blessées parce que les constructeurs d'immeubles jouent avec la vie des gens, et obtiennent des services administratifs toutes sortes de dérogations et construisent dans des zones connues comme dangereuses.

L'office du tourisme de Val-d'Isère n'a-t-il pas déclaré : «L'avalanche de samedi s'est produite à un endroit réputé dangereux, où les victimes n'auraient pas

dû se trouver». Mais si les victimes se trouvaient là, c'est que l'immeuble où ils logeaient s'y trouve aussi !

Après les morts de samedi une commission de sécurité s'est réunie pour décider l'évacuation de certains immeubles de Val-d'Isère. A Tignes, un immeuble et six chalets étaient évacués samedi soir. Ainsi donc, dans de nombreuses stations, ou villes de montagne, des gens courent en permanence le danger de meurent la soudaine activité de cette commission et l'évacuation subite de certains immeubles et logements.

D'autre part, au même moment, six alpinistes du groupe militaire de haute montagne qui tentaient l'escalade du Mont-Blanc étaient bloqués par la tempête de neige à 3 373 m d'altitude et contraints de bivouaquer, groupés par deux contre la paroi, par une température de moins 18. Ils ont pu regagner la vallée. A Tarbes, trente et un soldats ont eux, été atteints de gelures au cours d'un exercice en montagne dans les Hautes-Pyrénées. Quatre d'entre eux ont été évacués par hélicoptères et hospitalisés et seize devront rester sous surveillance médicale. Les autorités militaires comme on le voit n'hésitent pas à faire courir des graves dangers aux soldats et à mettre leurs santé sinon leur vie en péril.

Signalons qu'au cours de l'année 1976-77, trente cinq avalanches ont emporté 105 personnes, sur lesquelles 29 sont mortes et 24 ont été

blessées, les autres sortant indemnes de ces accidents.

Il existe enfin des cartes précises où sont répertoriées les zones d'avalanches en France. Ces cartes ne sont disponibles dans aucun syndicat d'initiative et peuvent tout au plus être consultées dans les mairies mais non emportées, ce qui témoigne de la part des autorités de l'absence

de souci d'informer la population des risques que présentent certaines zones où ils logent ou skient.

Certains notables de Val-d'Isère n'ont-ils pas déclaré qu'ils étaient offusqués par le tapage fait autour des deux morts de samedi ? L'ignorance du danger que courent les gens leur profiterait-elle ? Poser la question n'est-ce pas y répondre ?

## • Lille centre

# Succès de la réunion publique contre le racisme

Pour répondre au procès intenté par l'agent tunisien Ali Deldoul, contre notre journal, et d'autres organisations et journaux, la réunion organisée le vendredi 13 janvier par l'Humanité rouge et le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie a rassemblé plusieurs dizaines de personnes, qui ont pu applaudir des représentants du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte, présents avec leur montage-diapositives.

La Lyre des travailleurs a chanté un chœur parlé évoquant la lutte des foyers Sonacotra. Anpe-Marie Flamme, candidate supplé-

ante aux prochaines élections, au nom des communistes marxistes-léninistes de France, a dénoncé la campagne raciste en cours. La jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) a évoqué les problèmes du chômage et du racisme en France pour la jeunesse immigrée.

Puis, le comité d'information tunisien a expliqué le développement de la lutte contre le régime de Bourguiba.

Le jugement nous concernant aura lieu le 26 janvier. Deldoul a déjà été débouté du procès en diffamation qu'il a engagé contre d'autres quotidiens inculpés au même titre que notre journal.



## ● Ecommoy (Sarthe)

# A la Sopanec, on occupe !

Ecommoy, chef-lieu de Canton, à 20 km du Mans, n'est pas particulièrement favorisée pour permettre aux habitants de vivre et travailler au pays.

Il y a quelques petites entreprises. En 1975, la plus grande des entreprises, les établissements Luce sont en difficulté. Un complexe industriel est alors mis sur pied par un Italien, M. Fabbrone, PDG de la plus importante société du groupe créé, la Sopanec, avec une douzaine de sociétés satellites. La Sopanec fabrique des panneaux de particules, en clair, de l'aggloméré.

Les années 1976 et 1977 voient une progression rapide de ce groupe, restructuration complète de l'entreprise ancienne, démolition des vieux bâtiments, construction de nouveaux bâtiments modernes, plus grands, machines nouvelles, ultra-modernes, rachat d'une entreprise locale, extension dans une autre ville. Le personnel était passé de 110 à 300 personnes.

Ce début de 1978, voit l'annonce par la presse locale de l'arrestation du PDG M. Fabbrone, pour escroquerie, cavalerie financière entre les diverses sociétés et des sociétés étrangères. Le trou officiellement cité

serait du milliard de centimes.

Le tribunal de commerce prononce la liquidation pure et simple de l'entreprise, allons donc, il n'y a que 300 travailleurs, une paille ! Aussitôt, ceux-ci réagissent pas l'intermédiaire de leurs syndicats d'entreprise, la CGT et la CFDT et du comité d'entreprise.

Les travailleurs, sans attendre leur lettre de licenciement, déjà en route, décident l'occupation de l'entreprise, 24 heures sur 24, par postes, samedis et dimanches compris. Ceci afin d'éviter un démantèlement de l'usine par l'enlèvement du matériel ou de la production. Par ailleurs, et c'est important, les travailleurs de la Sopanec sont déterminés à lutter et à occuper leur usine, pour sa sauvegarde d'une part, pour qu'elle redémarre avec tout le monde, d'autre part.

Le soutien local s'organise, il ne sera jamais assez important : c'est pourquoi, les Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, soutiennent la lutte des travailleurs de la Sopanec avec occupation de leur usine, pour travailler sur place et dans l'usine.

Correspondant HR

## ● Chelles (Seine-et-Marne)

# A la cité LOGIREP

# Des pressions intolérables contre les résidents



En 1976, les locataires de la cité avaient déjà fait deux mois de grève des loyers pour obtenir : un terrain de jeux pour les enfants et un terrain de football, le ravalement des bâtiments, des boîtes à lettres, la finition des appartements (sur de nombreux murs les parpaings étaient à nu), la peinture des cages d'escalier... La Logirep avait signé un accord... mais n'a jamais tenu ses engagements. Aujourd'hui, après dix mois de grève, tous les travaux sont faits (sur notre photo, le ravalement des façades). Mais les locataires continuent la grève des charges pour une diminution de 100 F par mois du montant des charges.

A la cité Logirep, aux Coudreaux, les résidents (principalement des immigrés) sont maintenant en grève des loyers, depuis 10 mois.

La Logirep a déjà tenté, à de nombreuses reprises, de différentes et nombreuses tentatives pour briser la grève ; à savoir, l'intimidation individuelle, les menaces de saisies, d'expulsion.

Actuellement, le raffinement de la Logirep consiste à se faire reverser les allocations-logement directement par la caisse d'allocation familiales.

De plus, le directeur de ce service soi-disant public, prélève 20 % des allocations familiales aux locataires (cela en s'appuyant et en outrepassant l'article 1376-1377 du code civil, et l'article L 8553 du code de la Sécurité sociale).

Ces procédés scandaleux n'ont, à notre connaissance, jamais été pratiqués dans la région pour des grèves de locataires. On peut remarquer que, pour ce coup d'essai, ce sont des immigrés qui sont frappés.

Les allocations familiales sont, par définition, destinées aux enfants, aussi les supprimer aux locataires revient à léser leurs enfants d'un dû. On sait que les immigrés sont surexploités dans le travail, ils le sont encore dans le logement, et en plus, on se met à leur enlever les allocations familiales.

Pour continuer à réaliser des profits, la bourgeoisie ne recule devant rien. Citons l'exemple de ce père de famille, ouvrier, père de 8 enfants qui nous a confiés qu'avec son salaire, compte

tenu de la suppression de l'allocation logement, et des 20 % d'allocations familiales, il ne pouvait pas nourrir décemment ses enfants.

Voilà donc les procédés crapuleux de la Logirep et de la CAF pour arriver à ses fins : arrêter la grève.

Mais les résidents ne perdent pas leur combativité, d'ailleurs ce même père de famille n'a pas hésité à participer à une grève de huit jours dans son entreprise.

La bourgeoisie a fait des lois pour bien assurer sa domination mais elle a oublié que la classe ouvrière possède la force de son unité et de sa détermination.

A la Logirep, on l'a vu concrètement, en ce qui concerne les expulsions qui n'ont pas eu lieu, grâce à la mobilisation des résidents aidés en cela de leur avocat pour les points juridiques.

De plus, depuis le début de la grève, la Logirep a reculé sur de nombreuses revendications.

Les résidents ont obtenu :

- Le ravalement des bâtiments.

- La finition intérieure des appartements.

- Un terrain de football et des jeux pour les enfants.

- De nouvelles boîtes à lettres.

- La peinture des cages d'escalier.

Pour faire échec aux manœuvres inadmissibles de la Logirep et de la CAF, c'est une riposte unitaire qu'il faut opposer, en faisant connaître autour de vous la lutte des résidents en les aidant financièrement dans la mesure de vos possibilités (les locataires ont des frais d'expertise à payer), en signant la pétition de protestation adressée au directeur

de la CAF, ceci soit en contactant les diffuseurs de l'Humanité rouge, soit en envoyant des messages de

solidarité ou votre contribution financière à la BP. Charlotte Simon « Le Poing levé » BP 09, 77360 Vaires.

## A propos des lois utilisées par la Caisse d'allocations familiales

L'article L 553 du code de la Sécurité sociale prévoit que les allocations familiales sont inaccessibles et insaisissables sauf pour des dettes alimentaires prévues à l'article 203 du code civil.

Dans le cas qui nous intéresse, à savoir la grève des résidents de la Logirep, cet article ne peut s'appliquer.

Le second cas possible est le recouvrement des prestations indûment versées, mais ce caractère indu n'est pas suffisant, il faut qu'il soit la suite d'une fraude ou d'une fausse déclaration de l'allocataire.

Or, il n'y a aucune fraude ni fausses déclarations des locataires, de plus la CAF ne peut en aucune manière considérer qu'il y en ait eu, sans même l'avoir fait juger par une quelconque juridiction. Le second paragraphe de cet article L 553 du code de la Sécurité sociale concerne le versement indu des prestations à l'allocataire, (cela vise les allocations logement versées soi-disant à tort aux résidents de mars à juillet alors que ceux-ci étaient en grève des loyers) ; qui autorise la CAF à prélever effectivement 20 % des allocations familiales, ce qu'elle fait, mais sous une condition impérative : « que l'allocataire ne conteste pas l'indu ». Or, précisément, les locataires, contestent absolument le caractère indu des allocations reçues.

Ces allocations-logement étaient et sont toujours dues aux locataires pour être logés dans des appartements pour lesquels ils doivent payer un loyer, dont ils n'ont pas à ce jour contesté le principe.

Le caractère indu des sommes versées aux résidents ne peut être établi aujourd'hui en l'absence de décisions de justice.

En l'absence de cette décision la CAF n'a aucun droit de procéder comme elle l'a fait, et son attitude ne peut être analysée que comme une moyen de pression supplémentaire sur les résidents.

Dans ces conditions, si la CAF maintient ses positions, les locataires engageront une action afin de faire reconnaître le caractère illégal des dispositions prises contre eux.

## ● Massy (Essonne)

# Refus de papiers aux résidents Sonacotra

A nouveau, les flics refusent le renouvellement des papiers aux résidents en grève des foyers Sonacotra de Massy.

Quatre résidents du foyer Sonacotra, rue Victor Basch se sont vus refuser deux fois le renouvellement de leurs papiers au commissariat de Massy.

Ils se sont alors rendus à la préfecture de l'Essonne où là aussi, les autorités ont refusé sans aucune explication de leur renouvellement des cartes de séjour qui arrivaient à expiration le 15 janvier. Les résidents sont alors retournés au commissariat accompagnés de deux membres du comité de soutien et d'un membre du comité de résident. Là, la

réponse des flics : « Non, nous avons des ordres de la préfecture depuis un mois, nous ne pouvons pas renouveler vos cartes de séjour ». Là, non plus pas d'explications.

Les explications, en fait, nous les connaissons : les mesures Stoléro, la répression contre les travailleurs immigrés et particulièrement contre les grévistes de la Sonacotra.

Les résidents ont pris contact avec l'avocat du comité de coordination et envisage une action commune avec les autres foyers de l'Essonne pour faire céder la préfecture. Si le gouvernement et la Sonacotra croient intimider les résidents de cette manière, ils déchantent vite.

**POUR CORRESPONDRE  
AVEC LE JOURNAL  
TELEPHONEZ AU  
202 18 29**



## APPEL AUX LECTEURS

La bataille politique de 1978 dans laquelle les marxistes-léninistes s'engagent de façon unie sera sans nul doute acharnée et fertile en événements.

La presse bourgeoise ne va pas manquer de mettre l'accent sur les querelles ou accommodages au sein de la bourgeoisie. Elle vise ainsi à faire croire aux travailleurs que le seul choix possible et important se situe entre la droite et la gauche.

Notre journal jouera un rôle capital dans cette bataille. Il retablira la vérité en replaçant les divergences entre partis bourgeois dans leur cadre réel, la rivalité pour la gestion de capitalisme. Il mettra par contre en évidence l'enjeu fondamental de cette bataille : l'opposition accrue de la classe ouvrière et des autres travailleurs à la bourgeoisie de droite comme de gauche, la campagne commune des marxistes-léninistes et l'unification en vue de la création d'un parti marxiste-léniniste unique auquel aspire le prolétariat révolutionnaire.

Voilà camarades, amis et lecteurs l'axe qui doit vous guider pour envoyer les informations qui nous permettront de présenter chaque jour en page 5 l'actualité de la bataille politique de 1978 : l'actualité telle qu'elle est, l'actualité racontée et expliquée du point de vue des travailleurs.

Envoyez-nous des informations sur les dessous réels des disputes entre candidats et partis bourgeois, sur leurs méfaits envers la classe ouvrière, les promesses dont ils se montrent prodigues, et qu'ils n'ont déjà pas tenues dans le passé, sur leur démagogie (réalisations de dernière minutes, distribution «gracieuse» de secours financiers, etc.)

Informez-nous de l'opinion des travailleurs à l'égard de ces candidats, de leurs expérience vécue à l'égard des députés bourgeois.

Informez-nous bien entendu, très largement sur la campagne commune des marxistes-léninistes et ses échos auprès des travailleurs, sur les progrès concrets réalisés dans l'unité, sur les réunions publiques tenues par les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, les discussions dans les entreprises, les interventions dans les meetings des partis bourgeois, etc.

Dans cette page, à l'actualité de la bataille politique de 1978, une bonne demi-page sera réservée aux informations reçues dans la soirée au répondeur automatique (Tél 202 18 29). Envoyez-y donc de nombreux flashes et des informations urgentes à condition qu'elles soient très importantes et suffisamment brèves.

Elles pourront faire l'objet d'une dernière minute au moins à condition d'être reçues avant 7 h du matin. Sinon, envoyez-les informations à la boîte postale HR BP 61 - 75861 Paris Cedex 18 : articles courts, précis, concrets ou (si vous pouvez rédiger) informations brutes.

Expliquez alors le contexte politique, mentionnez l'origine géographique, la date des événements, le noms propres en majuscule. Il s'agit là de détails techniques mais qui sont également indispensables pour que notre quotidien participe efficacement à la bataille.

## Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F

Quotidien plus bimensuel

Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	0 F	420 F

## Au meeting de la municipalité de Vitry

# Opposition croissante au commissariat !

La municipalité de Vitry, dirigée par le PCF, a fait, depuis plus d'un an, une campagne en faveur d'un renforcement de la police et de la construction d'un commissariat. Pourtant, le meeting qu'elle a organisé, samedi 14, a été un échec.

Comme à son habitude, elle s'est efforcée de donner la parole à ses seuls partisans, membres de cellules du PCF du quartier Balzac, du MJCF, de l'Union des femmes françaises, etc. Mais les opposants au commissariat étaient trop nombreux pour qu'elle puisse éviter de les laisser parler.

Un travailleur, d'un certain âge, a ainsi expliqué comment son expérience de la Résistance tant que du Front populaire, le conduisait à conclure «les flics, on les connaît, on n'en veut pas».

Un tonnerre d'applaudissements a alors montré qu'une partie importante de la salle l'approuvait. Un membre du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRML), militant syndicaliste à la CGT, est intervenu pour montrer le véritable rôle de la police en régime capitaliste, et a également été très applaudi. Il a dénoncé la municipalité qui préfère, tout en parlant beaucoup d'équipements sociaux, verser plutôt des fonds pour un commissariat. C'en était trop pour le maire qui a préféré clore le meeting.

Près de 80 à 100 personnes ont alors protesté, puis occupé pendant une

bonne demi-heure le palais des Sports Maurice Thorez, transformant le meeting en réunion contre le commissariat et le renforcement de la police.

Un militant de l'«Humanité rouge» a notamment déclaré que la consultation de la municipalité était, en fait, sans valeur : elle a été préparée par une campagne à coups de millions tandis que, dans le même temps, les opposants se faisaient arrêter par la police lorsqu'ils s'exprimaient par tracts ! Les personnes présentes ont décidé d'exiger de la mairie une salle pour expliquer largement leur point de vue lors d'une réunion publique. C'est la première fois à Vitry qu'une opposition aussi importante aux projets de la municipalité se manifeste.



La municipalité voudrait voir renforcer les opérations coups de poing et les contrôles déjà quotidiens à Vitry où le maire est du PCF, comme à Paris dont le maire est Chirac.

### IGNOBLES CALOMNIES

Le 31 décembre à minuit, plusieurs familles ouvrières, parmi lesquelles se trouvaient des marxistes-léninistes, sont descendues dans la rue pour fêter le Nouvel An. Formant un défilé d'une soixantaine de personnes, elles ont fait le tour des cités Balzac et Marronniers, applaudies par les habitants, dont un grand nombre étaient aux fenêtres, en scandant «Bonne année, bonne santé», et «1978, pas de flics dans la cité». Auparavant, et comme l'ont constaté les locataires, avant minuit, des dégradations importantes avaient été commises dans la cité. Lors du meeting, le maire a fait un amalgame odieux, déclarant en substance : «Des gens se sont mis à défilé en criant "pas de flics dans la cité" et ils ont tout cassé». Voilà un mensonge odieux qui laisse entrevoir de quoi sont capables les révisionnistes s'ils viennent au pouvoir.

## A l'occasion de la conférence de presse du PCRML

# PRESENTATION DE L'ACCORD PCMLF-PCRML

(Suite de la page une)

Qui pourrait s'en étonner, si l'on considère que le discours des politiciens de droite et de gauche est décidément bloqué : «Tu vires à droite ! Non, je vais tout droit», ou bien «Il y a coalition contre le RPR ! Non, il y a candidature unique face au RPR !». Derrière ces querelles, derrière les accusations échangées, par exemple, entre Chirac et Giscard, lundi dernier, il y a des contradictions réelles au sein du même camp. Mais ce ne sont pas ces contradictions que l'on nous expose. On jette à la figure des électeurs des slogans creux ou des chiffres : 51-44-5...

Des chiffres qui, d'ailleurs, s'excluent les uns les autres. Dans les sondages du «Nouvel observateur» et du «Journal du dimanche», les politiciens de droite et de gauche «perdent des points». Dans le sondage du «Figaro», ils en gagnent. La science électorale des sondages a ses détours...

Lundi 16 se tenait la conférence de presse au cours de laquelle fut publiquement annoncé l'accord intervenu entre le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRML) et le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), ainsi que son contenu. Nos lecteurs ont pu en prendre connaissance dans notre édition, datée de mardi.

La conférence commença par la présentation, par les représentants du PCRML, des décisions prises par la récente conférence nationale de ce parti, concernant :

— La position du PCRML sur le deuxième tour des législatives : la conférence a approuvé, à l'unanimité la position «d'abstention révolutionnaire», après «une large consultation de parti et sur la base de l'analyse concrète de la situation».

Les représentants du

PCRML exposèrent les raisons sur lesquelles s'est fondée cette décision. En réponse à une question de «Rouge» sur la rupture des discussions qui eurent lieu un temps entre le PCRML d'une part, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et le Comité communiste autogestionnaire (CCA) d'autre part, il fut répondu que le préalable posé par ces organisations de «désistement en faveur de la gauche au second tour, susceptible d'entretenir des illusions et de désarmer la classe ouvrière» était inacceptable.

— L'accord mis au point lors de rencontres entre délégations des deux partis, PCRML et PCMLF, fut également approuvé à l'unanimité, lors de cette conférence.

Pour le présenter, des représentants de l'«Humanité rouge» vinrent rejoindre,

à la table, ceux du PCRML. Les uns et les autres soulignèrent «l'importance de cet accord», «reposant sur des bases politiques sérieuses», dans le processus d'unification des marxistes-léninistes.

Cette unification «sera sans aucun doute renforcée par la pratique de l'unité d'action lors de cette campagne».

150 candidatures, sous l'appellation de l'«Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne» seront certainement présentées. A ce sujet, ainsi qu'au sujet des initiatives concrètes qui seraient prises prochainement, plus d'informations seront communiquées lors de la conférence de presse qui sera donnée par le «Comité d'initiative national» de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, le mercredi 18 janvier, 3 rue Jean Robert (Paris 18e), à 15 h.

# La bataille politique de 1978

## RENNES

Rennes est une ville d'environ 250 000 habitants avec une classe ouvrière récente venant de la campagne. Centre administratif et judiciaire de la Bretagne, c'est la capitale de la répression avec notamment les procès des Paysans-Travailleurs.

Plus de 10 000 chômeurs, dont 25 % de jeunes viennent aggraver le sous-emploi qui existe dans la région et dans la Bretagne en général. Rennes, c'est aussi une ville universitaire importante avec environ 25 000 étudiants.

### LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE A RENNES

Le Parti communiste marxiste-léniniste, nous a fait savoir qu'il intervenait un peu partout dans la ville tout en axant particulièrement son travail sur quelques secteurs.

Par exemple à l'usine Citroën qui emploie 12 000 personnes (voir biographie du candidat de Rennes-Sud).

Dans le bâtiment, les ouvriers marxistes-léninistes participent largement aux luttes, notamment à Héloin-Lemarchand où existe la cellule Manouchian. Malgré les magouilles de la CFDT, les marxistes-léninistes ont pu tenir deux meetings devant l'assemblée des travailleurs en grève à la Rennaise de préfabrication pour obtenir des augmentations de salaires.

Le Parti est aussi présent à la SNCF. Les interventions de la cellule furent très remarquées. Intervention à la suite de la mort d'un ouvrier écrasé entre deux wagons qui fut faite avant celle des syndicats. Dernièrement, dès l'annonce officielle de la suppression des roulants, le Parti a appelé à la lutte contre cette mesure et là encore, bien avant les syndicats.

Dans la boîte, les réactions étaient très favorables. On pouvait entendre : le PCMLF a raison, sur ce point, ils sont seuls à défendre un point de vue juste. Le Parti apparaît pour ce qu'il est : le parti de la classe ouvrière qui défend réellement ses intérêts.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France est aussi tourné vers la campagne en direction des petits paysans. L'activité du parti, c'est surtout d'organiser les petits paysans sur la base de la lutte de classe au sein des syndicats Paysans-Travailleurs. Il a largement participé à la lutte de la CAR (Coopérative agricole rennaise) contre l'expulsion d'un petit paysan. Enfin, les paysans marxistes-léninistes furent les seuls à intervenir contre la taxe de coresponsabilité laitière.

Le PCMLF a joué un rôle important dans le soutien apporté à certaines luttes dans le secteur du commerce : à Mammouth, Printemps, Laving-Places, Bati-

décor et dans l'organisation elle-même de la lutte comme à Logeais-Jamin et surtout à Prisunic.

On peut aussi rappeler l'activité du parti sur les quartiers et notamment à Villejean. Les militants de la cellule de Villejean sont très connus et appréciés des résidents, à la suite de la lutte contre la société de chauffe, la Sobrec.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France, est une force dans la région de Rennes, il fait connaître ses idées lors de la participation de militants à des luttes mais aussi quotidiennement à l'intérieur des entreprises et en faisant une large propagande dans la ville.

### LA CAMPAGNE DES MARXISTES LÉNINISTES

Pour l'unité et la lutte des travailleurs contre le capital :

La campagne sera tournée vers la classe ouvrière, et en premier lieu vers celle de Citroën ; ce sera une campagne de soutien à toutes les luttes, y compris celles menées dans les quartiers. Un des axes de la campagne sera d'expliquer les luttes des petits paysans et d'insister sur l'importance de l'unité entre les petits paysans et la classe ouvrière.

La JCMLF pourra se faire l'écho des luttes qui touchent tout particulièrement la jeunesse. Contre les bourgeoisies de droite et de gauche :

geoisie quelle qu'elle soit. Pour l'indépendance des organisations de masse vis-à-vis des partis de gauche et pour le renforcement, sur une base de classe et de masse

Pour le renforcement du parti des marxistes-léninistes

- En faisant connaître plus largement son activité sur les chantiers, dans les entreprises, à la campagne, dans les quartiers, dans les lycées, etc.

- Mais aussi en faisant connaître son programme et ses propositions pour le socialisme.

- En appelant les travailleurs à renforcer ses rangs.



Manifestation à Rennes pour libérer les paysans du Pellerin emprisonnés.

### LES CANDIDATS

#### Jean-Gabriel Le Cam



Jean Gabriel Le Cam, 24 ans, marié, un enfant, sera le candidat de la circonscription Rennes-Sud. Comme beaucoup de jeunes, il est influencé par le printemps de 1968, participe aux luttes lycéennes à Saint-Brieuc, contre la loi Debré.

En 1972, avec les lycéens, il débraye pour soutenir la lutte du Joint-Français. Sa position, à la tête du mouvement lycéen, lui vaut d'être vidé de son lycée avec l'aide des dirigeants du PCF.

Interdit de séjour dans tous les lycées, il s'embauche comme ouvrier. C'est là qu'il commence son activité de militant marxiste-léniniste, au sein du

groupement marxiste-léniniste «Le Travailleur» qui, en 1973, rallie en masse les rangs des marxistes-léninistes de l'Humanité rouge.

En 1975, il entre à la FPA de Rennes où il participe à la création d'une section syndicale qui, dernièrement, a mené une lutte contre les brimades.

Aujourd'hui, il est électricien pour le compte d'une petite boîte qui, elle-même, travaille pour Citroën. Il côtoie tous les jours les ouvriers.

Citroën, c'est une usine de 12 000 OS, venant pour la plupart de la campagne, après avoir été chassés de leurs terres. C'est une usine de montage et les cadences n'ont cessé de croître depuis la création de l'usine, en 1968.

Citroën, c'est le règne de la CFT (appelée CSL maintenant) qui en fait un bague capitaliste.

La candidature de Jean-Gabriel Le Cam est soutenue par la cellule Gaston Monmousseau du Parti communiste marxiste-léniniste de l'usine qui fait un travail clandestin depuis plusieurs années.

C'est le seul parti politique qui intervient directement de manière organisée. La cellule publie régulièrement tous les mois le bulletin «L'Étincelle de Citroën».

Par ailleurs, dans les cars de ramassage et dans les boîtes aux lettres, les marxistes-léninistes diffusent leur bulletin «Citroën rouge».

#### René Monnier



René MONNIER, 30 ans, marié deux enfants.

En 1968, il participe à l'occupation de la faculté des Sciences et c'est dans la foulée du printemps révolutionnaire qu'il adhère au PSU.

Très vite, il prend conscience de la nature social-démocrate de cette organisation. Membre de la Commission entreprise du PSU, il y mène la lutte à l'intérieur et notamment contre la participation aux élec-

tions municipales, puis contre le désistement au second tour pour le PS et le PCF.

Il adhère alors aux idées marxistes-léninistes et c'est la création de la Gauche révolutionnaire à laquelle il participe activement.

En 1974, il milite pour le ralliement de cette organisation à l'Humanité rouge. C'est dans l'enthousiasme que lui et ses camarades rejoignent l'avant-garde du prolétariat en France.

Aujourd'hui, il est professeur d'enseignement technique.

Dans son quartier, avec des parents, il lutte contre la fermeture de l'école maternelle de Cleunay et contre la trahison des pontes du PCF de la fédération Cornec.

Syndicaliste, il est trésorier de sa section syndicale. Durant l'année 1976-77, lui et ses camarades luttent contre une répression syndicale dans le lycée technique Joliot-Curie: Pas de simples démarches, pas de pétitions, mais l'action directe avec des manifestations dans le lycée même.

Il est délégué par ses collègues au congrès de l'UL et participe activement à la lutte contre la direction réformiste de l'Union locale et le sabotage par elle de la démocratie syndicale.

En raison des derniers accords entre le Parti communiste révolutionnaire et le Parti communiste marxiste-léniniste de France, ces candidatures peuvent être remises en question.

### LES AUTRES CANDIDATS A RENNES

Beaucoup de faits montrent quelle sorte de gens sont ces candidats de droite et de gauche, mais malheureusement, par manque de place, nous n'en citerons que quelques uns.

Le RPR sera représenté par Cressard à Rennes-Nord représentant la grande paysannerie et des notables ruraux qui se sont enrichis sur le dos des petits paysans. Le Douarec, RPR, se présente à Rennes-Sud. Son cabinet (il est avocat) est chargé de

la défense des individus appartenant à la CFT, au SAC et CDR.

Le PR présente maître Abbege et les radicaux, Galène. Bref, une grande famille qui saisit et expulse les travailleurs.

Les deux candidats RPR

faisaient partie de la coalition municipale qui a régné sur la ville pendant 24 ans. Elle est responsable de la politique d'urbanisme qui envoya les travailleurs à la périphérie de la ville.

Voilà qui sont les candidats de la droite.

Depuis les dernières municipales, la gauche a remplacé la droite à la mairie. A Rennes-Nord, se présente Hervé pour le PS et Rolland pour le PC, ils sont tous deux professeurs de fac. A Rennes-Sud, se sont pré-

sentés pour le PC, permanent du PCF et Boucheron pour le PS qui lui, est conseiller économique auprès des patrons.

Beaucoup de travailleurs s'étaient fait des illusions sur l'équipe à Hervé, comme ceux de la STAR (entreprises municipales de transport public) qui ont fait grève jusqu'aux élections municipales. Benoist, leur nouveau patron ne leur a rien accordé. Les mêmes politiques d'urbanisme ont été poursuivies. A Villejean, la

municipalité devient amnésique quand les locataires lui rappellent ses engagements concernant leur lutte contre la société de chauffe, la Sobrec. Le comité de coordination de l'action chauffage... connaît pas !

Les restructurations d'entreprises, les licenciements, sur ce terrain, Hervé et ses conseillers s'y engagent résolument mais du mauvais côté. Le PC n'est pas en retard sur ses collègues. On peut rappeler l'affaire du Grand Cordel. Le Grand

Cordel est une MJC de Rennes «pilote» pour le PCF, où sa conception de l'animation est la plus élaborée. Elle y est conçue comme une affaire de techniciens. On paye son ticket et on consomme. Pour s'être opposée à cette conception, dans le cadre de la commission enfance, une animatrice fut licenciée. La lutte se poursuit pour sa réintégration. Cette animatrice signa l'appel au vote en faveur des candidats marxistes-léninistes.

# La bataille politique de 1978

## Classe contre classe

C'est en 1927 qu'apparaît le mot d'ordre «Classe contre classe», exactement dans une «lettre ouverte aux membres du parti», émanant du Comité central du Parti communiste français, après sa réunion des 9 et 10 novembre 1927. Est-il toujours d'actualité ?

A l'époque, l'échiquier politique était divisé en «rouges» et «blancs». Les rouges, ce sont les communistes et les socialistes, les

blancs, ce sont les partis conservateurs, partis traditionnels de la bourgeoisie monopoliste.

Or, cette division est

artificielle, car les chefs socialistes, Blum, Salengro et Cie appartiennent à la bourgeoisie. Ils la servent fidèlement et l'un d'entre eux réclamera, en 1939, «une balle dans la nuque pour chaque communiste», parce que le PCF dénonçait le honteux accord de Munich signé en 1938 avec Hitler.

### La contradiction bourgeoisie - prolétariat

Aujourd'hui, les dirigeants du PCF, Marchais, Kanapa, Leroy, Ségué ont renié ce mot d'ordre «classe contre classe».

Pourtant, aujourd'hui comme en 1927, la contradiction principale dans notre pays est celle qui oppose la bourgeoisie au prolétariat. La direction du PCF n'appartient plus au camp du prolétariat, mais à celui de la bourgeoisie. D'une part parce qu'elle a définitivement rompu avec le marxisme, qu'elle a abandonné, dans un premier temps, la voie révolutionnaire, puis la dictature du prolétariat.

D'autre part, parce que, d'ores et déjà, à la tête des municipalités, conseils généraux,

administrations, collectivités locales, Parlement, elle gère le capitalisme.

C'est pourquoi nous estimons juste de reprendre à notre compte la déclaration de Maurice Thorez, parue dans l'«Humanité» du 8 janvier 1931. Il est notamment dit :

«C'est à nous, communistes, qu'il appartient de dénoncer quotidiennement, afin des les faire échouer, tous les plans du patronat et manœuvres subtiles des social-réformistes qui feront tout pour briser l'élan prolétarien... C'est à nous, communistes, de rassembler les prolétaires, tous les prolétaires, pour une lutte organisée et consciente en faveur

des revendications corporatives et contre toutes les manifestations de l'oppression capitaliste. C'est à nous, communistes, d'unir aux ouvriers, champions de la lutte contre la bourgeoisie, les couches les plus exploitées de la petite bourgeoisie urbaine et rurale. C'est à nous, communistes, qu'il appartient de diriger les efforts des combattants ouvriers de telle façon qu'ils aboutissent à la liquidation du régime capitaliste, la dictature du prolétariat».

Cette brève citation éclaire les deux aspects du mot d'ordre «classe contre classe». Car ce mot d'ordre a deux aspects, un aspect tactique et un aspect stratégique.

### Son aspect tactique

Son aspect tactique, nous communistes marxistes-léninistes, nous le lançons dans les luttes de la classe ouvrière et des masses populaires de tous les jours.

C'est dans les usines, à chaque fois que les ouvriers se heurtent au patron. Il s'agit pour nous de définir clairement, dans la lutte quotidienne, une ligne de démarcation claire et nette entre les ennemis et les amis. Inévitablement, cela requiert beaucoup d'attention pour éviter de commettre des erreurs.

Les amis, ce sont les ouvriers, les petits et moyens paysans, les employés et autres couches populaires, syndiqués ou non-syndiqués, membres ou non d'un parti politique.

Les ennemis, ce sont avant tout les représentants des monopoles et du patronat, et ceux qui, placés à la tête des appareils d'oppression du peuple (armée, justice, police) sont au service de l'État des monopoles.

Ces ennemis ne sont en fait qu'une petite minorité. Nous ne pouvons inclure, dans les rangs des ennemis, les délégués syndicaux trompés, influencés par la ligne de collaboration de classe de leurs dirigeants. S'ils ne comprennent pas la lutte de la classe ouvrière ou la combattent objectivement, c'est principalement du fait de l'influence de l'idéologie bourgeoise à laquelle ils sont soumis et à laquelle nous devons les

arracher.

C'est bien pour cette raison que le mot d'ordre «classe contre classe» nécessite «l'unité à la base et dans l'action», et avant tout de la classe ouvrière. Si nous ne réalisons pas l'unité du mouvement gréviste contre la bourgeoisie, si nous

n'analysons pas correctement la situation, si notre juste lutte contre le révisionisme moderne s'étend à combattre tous les ouvriers adhérents ou militants de base du PCF ou du PS, de la CGT ou de la CFDT, nous irons inévitablement à l'échec.

### Son aspect stratégique

L'aspect stratégique du mot d'ordre «classe contre classe» réside dans le fait que la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat est irrémédiable. A chaque fois que des dirigeants ouvriers ont mis sous le paillasson cette question de principe, ils se sont rangés aux ordres de la bourgeoisie. Ceux qui prétendent que la situation a changé, que l'on peut envisager une autre voie pour aller au socialisme que la révolution, trahissent la classe ouvrière et collaborent à des gouvernements bourgeois, tel Thorez, ou sont prêts à le faire comme Marchais.

Ils affrontent la classe ouvrière, adoptent avec esprit de suite les positions politiques et idéologiques de la bourgeoisie. Aujourd'hui, ils en sont au point où ils défendent l'économie «nationale» de la bourgeoisie, où ils réclament à cor et à cri plus de flics, plus de contrôles policiers. Ils échafaudent et proposent des plans de restructuration

économique (plan acier) bourgeois. Ils veulent plus de pouvoir dans les endroits où ils sont déjà. Ils licencient pour «raisons économiques» des employés municipaux (Montargis, dans le Loiret, par exemple). Ils gèrent la crise, parce que la capitulation devant la bourgeoisie les a conduits à faire corps avec la bourgeoisie, parce qu'ils y sont liés par tous les pores de leur peau.

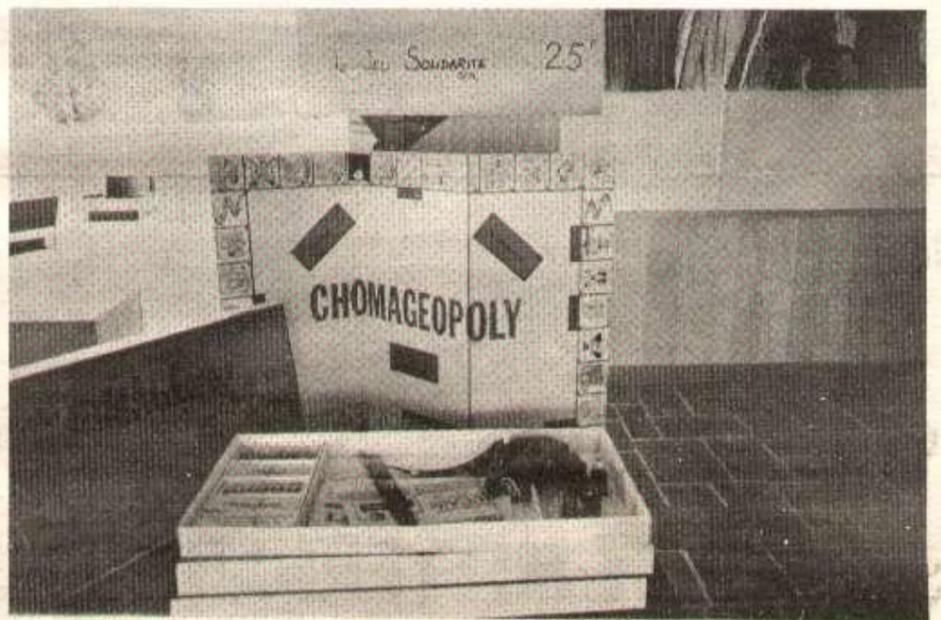
La bourgeoisie a toujours su acheter des dirigeants ouvriers instables, elle les a corrompus de mille et une façon : bonnes payes, multiples avantages «sociaux», etc. Petit à petit, ils ont rompu les liens qui les rattachaient à la classe ouvrière, aux masses et la chute a été fatale, logique. Ils se sont suicidés politiquement et idéologiquement.

Ces dirigeants sont eux-mêmes, des ennemis irréductibles. Ils appartiennent au camp de la bourgeoisie et le mot d'ordre

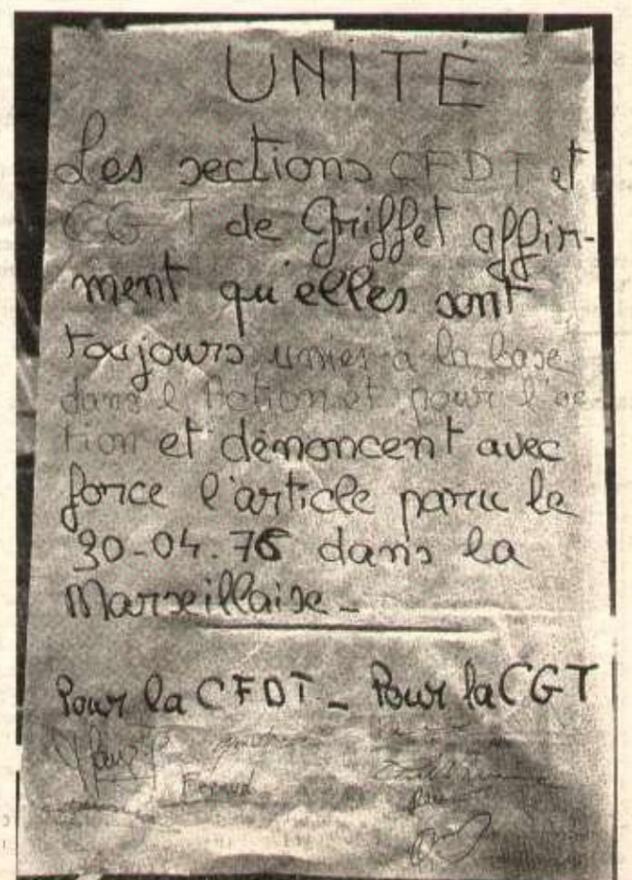


Le Joint-Français (1971) : «Unité ouvriers-paysans», occupons les usines».

Ci-dessous : LIP (1976-77) : La créativité des masses pour répondre par des jeux éducatifs populaires aux jeux de la bourgeoisie.



Griffet (1976) : «Vive l'unité à la base et dans l'action», contre les calomnies de dirigeants révisionnistes.



# La bataille politique de 1978

## De la SFIO de Léon Blum au PS de Mitterrand

# La trahison !

C'est aujourd'hui le premier parti de France, en nombre de voix tout du moins. Si un parti bourgeois réactionnaire comme le PS peut aujourd'hui occuper une telle place et semer quelques illusions, la responsabilité en incombe à ceux-là mêmes qui aujourd'hui crient «Le PS vire à droite», mais qui hier, en faisaient l'éloge ou taisaient soigneusement le long passé de trahison des dirigeants socialistes. Il nous faut une fois de plus sortir ce passé de l'ombre. En voici quelques éléments. La conclusion est sans appel : le PS n'est pas un parti de gauche qui vire à droite, mais un parti bourgeois.

Vous, militants de base du PS, qui voulez que ça change, vous, militants de base du PCF, qui vous posez des questions sur l'attitude de votre parti face au PS, rejetez ces vieux fossiles, les Mitterrand et les Marchais.

L'histoire des dirigeants socialistes de la SFIO au PS, c'est l'histoire de la trahison.

## Tours 1920

Le congrès de Tours, en 1920, est le congrès de fondation du Parti communiste français. Il survient peu après l'instauration de la dictature du prolétariat et du socialisme en URSS, sous la direction de Lénine.

Toute une fraction du congrès de Tours, dirigée par Léon Blum refuse de fonder le PCF, refuse la dictature du prolétariat, refuse le léninisme, refuse la révolution prolétarienne ar-

mée, refuse l'internationalisme. Cette tendance qui a collaboré avec l'impérialisme français pendant la guerre de 1914-1918, est anti-communiste et veut en rester à la bonne vieille social-démocratie d'antan, celle des ministères bourgeois.

Sous l'impulsion de Marcel Cachin, et Paul Vaillant-Couturier, les militants communistes de ce congrès de Tours décident de répondre

à l'appel de Lénine. Cachin est allé en URSS, il en est revenu enthousiaste : la dictature du prolétariat correspond aux aspirations de la classe ouvrière de France, il faut que le congrès de Tours rallie la troisième internationale de Lénine.

Blum et tous les anciens ministres collaborateurs de 14-18 refusent ce choix. Ils créent une scission. A la tête de la SFIO, ils continueront leur longue histoire

de trahisons successives.

Dès lors, la SFIO confirme qu'elle est un parti bourgeois. La dictature du prolétariat est en effet la ligne de démarcation entre les marxistes et les bourgeois, comme le disent Marx et Lénine. Signalons que les dirigeants du PCF feront par la suite suivre le même chemin à leur parti, jusqu'au reniement de la dictature du prolétariat, au XXIIe congrès en 1976...

## Le sang du peuple

Dire que la SFIO est un parti bourgeois, n'est pas une question théorique seulement. Des dizaines d'années de pratique le prouvent. Nous avons dit que lors de la guerre 14-18, des ministres socialistes participèrent au gouvernement de guerre impérialiste contre l'Allemagne. Des milliers de soldats français iront se faire tuer pour les beaux yeux de l'impérialisme. Les ministres socialistes ont du sang sur les mains.

Quand éclatent les grandes grèves de 1936, Blum et les siens réprimeront des grèves, iront jusqu'à tirer sur les ouvriers. Là encore, le sang du peuple coule.

Peu avant la guerre, Blum est de ceux qui sèment des illusions sur Hitler, qui, paraît-il, ne veut pas la guerre. On sait combien de morts coûtera cette ligne politique de capitulation devant le fascisme.

Et en pleine guerre d'Algérie, qui retrouve-t-on aux postes-clés, qui fusille les patriotes communistes français qui, comme Yveton refuseront cette sale guerre coloniale, qui assassine en Algérie ? Les ministres socialistes, là encore, au coude à coude avec les représentants des monopoles. La vie de Mitterrand est édifiante à ce titre.

## Epinais 1971

Cette belle brochette de racailles est peu à peu démasquée aux yeux des travailleurs. Dans les années 70, les socialistes sont divisés en mille petites sectes. Après une tentative manquée au congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969, tout ce beau monde va se retrouver au congrès d'Epinais en 1971, qui regroupe un tas de vieilles peaux réactionnaires, issues de clubs socialistes groupusculaires.

On y retrouve Guy Mollet, qui a obtenu les pleins pouvoirs contre le peuple algérien en 1956, avec la complicité des députés du PCF. On y retrouve Mitterrand, qui est passé par Vichy et Alger, avant de réver à l'Élysée. On y retrouve Defferre, l'homme de la mafia de Marseille.

Sont venus s'adjoindre à eux, quelques jeunes technocrates qui n'ont rien de commun eux non plus avec une classe ouvrière qu'ils n'ont même jamais approchée : Chevènement du CERES en est le prototype.

On connaît la triste suite : entre le moment où Defferre aux présidentielles obtenait un petit 5 % et

## L'élection de Narbonne

# Blum est candidat !...

Les élections complémentaires sont terminées dans notre région, et il faut l'espérer, pour quelque temps.

Or, à travers la France il n'en est pas



## QUI EST MITTERRAND ?

Sous le titre : «Les insulteurs de Parti des fusillés», l'Humanité-dimanche, dans son édition du 14 novembre 1948 écrivait :

«Secrétaire d'État chargé de l'information. A ce titre, il est principalement chargé de la diffusion des mensonges. Ce sous-ministre aux airs de jeune premier fut l'un des premiers vichystes de France, ce qui lui valut de figurer dans la liste des dignitaires de la Francisque avec la rubrique suivante «Mitterrand, François Maurice, né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charente), 20 rue Nationale à Vichy. Délégué service national des étudiants.

«L'attribution de la Francisque était subordonnée à l'engagement suivant : «Je fais don de ma personne au maréchal Pétain, comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciples et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre.»

Mais ce n'est pas tout.

En 1942, à Vichy paraissait une revue intitulée «France, revue de l'État nouveau». Elle était dirigée par le milicien Gabriel Jantet, devenu depuis lors membre de l'OAS. Or, dans le premier tome de cette revue, que l'on peut consulter à la Bibliothèque nationale au département des Imprimés, sous la cote 8 o-LC-26663, se trouve outre un article du maréchal félon en personne, la prose grandiloquente (déjà !) et collaboratrice du même Mitterrand (à la page 695).

Mais que fit encore par la suite ce politicien bourgeois, arriviste sans scrupule, anticommuniste forcené ?

Il fut présent dans tous les paniers de crabes réactionnaires de la «IVe République bourgeoise».

Mitterrand fut onze fois ministre sous la IVe République. Il se distingua particulièrement dans les années 1956-57.

Mitterrand fut ministre de l'Intérieur du gouvernement Guy Mollet constitué en février 1956. Il poussa à l'agression impérialiste franco-britannique contre l'Égypte et à l'agression sioniste qui prirent comme prétexte la nationalisation de canal de Suez.

A l'égal des colonialistes les plus forcenés, il fut un instigateur de la poursuite de l'oppression sanglante du peuple algérien : Il proclamera notamment : «La seule négociation c'est la guerre», «L'Algérie c'est la France»...

Devenu ministre de la Justice, Mitterrand porte la responsabilité de l'exécution capitale en mars 1957 de notre camarade Fernand Yveton. Ce militant communiste algérien passé au FLN fut arrêté et guillotiné en vertu des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement Guy Mollet (avec l'appui des parlementaires révisionnistes).

Voilà, tel quel, le politicien bourgeois, qui entend tromper une fois encore, les travailleurs des villes et des campagnes.

Prochain article, demain  
LE PROGRAMME DU PS ET  
QUELQUES EXPLOITS  
DE DEFERRE